Harbor, et à l'automne de 1942 des troupes américaines débarquèrent avec les troupes anglaises en Afrique du Nord. Les Canadiens ont participé à l'attaque de la Sicile l'été suivant, traversé l'intérieur de l'Italie et combattu dans la longue et pénible campagne des Alliés contre

la résistance tenace et habile des Allemands en Italie en 1943 et 1944.

Les campagnes de 1944 en Italie et dans le nord-ouest de l'Europe ont entraîné pour les troupes canadiennes de lourdes pertes, et dès le début de l'automne de 1944 le besoin de renforts était devenu urgent. Lors des élections générales du Québec en octobre 1939, les ministres du gouvernement King, en particulier Ernest Lapointe (1876-1941) et P.J.A. Cardin (1879-1946), avaient promis de ne pas recourir à la conscription pour le service outre-mer, lorsqu'ils cherchaient à rétablir un gouvernement libéral dans cette province. En 1942, par la voie d'un plébiscite le gouvernement tenta de se libérer de cet engagement. Toutefois, les résultats du vote n'étaient pas concluants: 64% des électeurs consentaient à libérer le gouvernement de sa promesse mais au Québec le pourcentage des votes favorables n'était que de 28% tandis que dans le reste du Canada il était de 80%. La conscription existait déjà pour la défense du Canada, mais devait-on l'appliquer au service outre-mer? La question vint près de provoquer la chute du gouvernement King en 1944. Après trois semaines de crise et les démissions (bien que pour des raisons opposées) de J.L. Ralston (1881-1948), ministre de la Défense, et de C.G. Power (1888-1970), ministre de l'Air, le gouvernement canadien ordonna l'envoi outre-mer des troupes nationales le 23 novembre 1944.

Des élections générales eurent lieu en juin 1945, peu de temps après la fin du conflit européen. Mackenzie King fut réélu mais avec une faible majorité de cinq sièges seulement. Il se retira en 1948 après avoir occupé le poste de premier ministre plus longtemps que n'importe lequel de ses prédècesseurs dans l'histoire du Commonwealth britannique. Louis St-Laurent

(1882-1973) lui succéda.

M. St-Laurent présida à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération le 31 mars 1949, mais le chemin avait été préparé en 1947 et 1948. En 1949, l'électorat canadien, Terre-Neuve comprise, le porta au pouvoir avec une majorité écrasante de près de 70 sièges.

2.4.4 L'après-guerre

Le règne de St-Laurent coïncida avec les premières années de l'essor prodigieux que connut le Canada durant l'après-guerre. Le produit national brut passa de 12 milliards de dollars en 1946 à 31 milliards en 1956 et à 61 milliards en 1966. Cet essor était dû en grande partie aux changements profonds dans la structure de l'économie canadienne; le développement du secteur des services, le développement accru des produits forestiers et miniers et leur transformation, et l'expansion des industries de l'acier et de l'aluminium. Ce sont toutefois les découvertes de pétrole qui ont donné le véritable élan à l'économie. Avant 1947, l'ancien champ de Turner Valley représentait moins de 10% de la consommation canadienne. Puis en février 1947, Leduc N° I, immédiatement au sud d'Edmonton, fut découvert, révélant l'abondance des ressources pétrolières et gazières. Dès 1956 le pétrole venait au premier rang de tous les minéraux sur le plan valeur et répondait aux besoins du Canada dans une proportion de 75%. A peu près le même phénomène se produisit en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation du minerai de fer dans l'Ungava, le long de l'axe Québec — Labrador. La première expédition de minerai en 1954 incita à l'aménagement de la Voie maritime du Saint-Laurent, qui fut terminée en 1959.

Il y a lieu de mentionner également le projet de construction d'un gazoduc de 2,200 milles entre l'Alberta et Montréal. Le financement était compliqué car il nécessitait des mises de fonds considérables en capitaux américains, et le Canada devait construire les sections peu rentables traversant le nord de l'Ontario. La mesure fut adoptée par le Parlement mais au milieu de discussions orageuses et de fortes contestations. Le célèbre débat au sujet du pipeline contribua pour beaucoup à la chute du gouvernement St-Laurent lors des élections de 1957. Le parti progressiste-conservateur, sous la direction de John G. Diefenbaker (né en 1895), obtint alors le plus grand nombre de sièges, mais il était loin de jouir d'une majorité absolue. D'autres élections eurent lieu en 1958 et M. Diefenbaker remporta la victoire avec la plus grande majorité qu'ait jamais obtenue un parti politique dans toute l'histoire canadienne: 208 sièges aux conservateurs, 49 aux libéraux et 8 à la C.C.F. Toutefois, aux élections suivantes de 1962 M. Diefenbaker dut former un gouvernement minoritaire et en 1963 le parti libéral reprit la direction du pays, également avec un gouvernement minoritaire, mais il réussit à se maintenir au pouvoir.

Lester B. Pearson (1897-1972) devint chef du parti libéral au moment de la retraite de M.